

Bulletin d'histoire politique

Une revue qui n'est pas à proprement parler un bulletin : un véhicule de l'engagement intellectuel !

Andrée Fortin



Volume 15, numéro 3, printemps 2007

Les quinze ans du Bulletin d'histoire politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054550ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054550ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fortin, A. (2007). Une revue qui n'est pas à proprement parler un bulletin : un véhicule de l'engagement intellectuel ! *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 11–23. <https://doi.org/10.7202/1054550ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Une revue qui n'est pas à proprement parler un bulletin : un véhicule de l'engagement intellectuel !¹

ANDRÉE FORTIN
Université Laval

Ce bulletin n'étant pas encore une revue « tout à fait » savante, nous acceptons avec plaisir des textes d'opinion et des écrits polémiques. Nous souhaitons la controverse ! (Éditorial, 2, 1-2, p. 3)

Nous croyons le débat nécessaire en histoire et la critique indispensable. (Éditorial, 11, 1, p. 8).

Le nom du *Bulletin d'histoire politique* m'a toujours intriguée, encore plus en regard de son contenu. *Toujours*, car je le lis depuis la seconde année de sa parution. Si devant les piles de revues qui encombrent ma bibliothèque et dont je ne me résous pas à me défaire, j'ai interrompu mon abonnement, c'est pour désormais l'acheter au numéro ! Plus souvent qu'autrement, moi qui ne suis ni historienne ni politologue, je ne peux résister à ses dossiers.

Le 15^e anniversaire de ce *Bulletin* me fournit une bonne occasion de tirer au clair ce qu'est cette revue qui n'est pas à proprement parler un bulletin, qui ne se consacre pas uniquement à l'histoire et dont la définition de la ou du politique est pour le moins large.

UN BULLETIN

Le *Bulletin* naît en même temps que l'Association québécoise d'histoire politique. Au départ, il a vraiment l'allure d'un bulletin : format 8,5 x 11, broché, texte disposé en deux colonnes, et il n'affiche aucune autre prétention que de s'adresser aux chercheurs.

1. Pour alléger les références, j'utilise le mode suivant de renvoi : le premier nombre indique le volume et le second, le numéro. S'il y a lieu, suivent les pages.

Nous avons voulu fournir aux chercheurs un instrument de travail utile qui favorise les recherches et la publication de travaux en histoire politique. (Éditorial, 2, 1-2, p. 3).

À partir du volume 3, la rédaction s'associe aux éditions Septentrion, maison spécialisée dans la publication de travaux historiques. C'est à ce moment que le *Bulletin* adopte son format définitif qui l'apparente dorénavant à une revue. La présentation des numéros continue à parler des activités de l'*Association*, même si le changement de format s'accompagne d'une diffusion en librairie, au-delà des frontières de la susmentionnée association. Comeau et Nadeau, à l'enseigne du Chien d'or, prennent le relais au volume 5.

Je suis un chien qui ronge lo
En le rongant je prend mon repos
Un tems viendra qui n'est pas venu
Que je morderai qui m'aura mordu

Actuellement, et depuis le volume 11, c'est Lux éditeur qui s'occupe de la fabrication, toujours à l'enseigne du Chien d'or. Depuis 2006 (14, 2) le *Bulletin* est composé à l'aide du logiciel libre L^AT_EX.

Au fil des ans, qu'est-il demeuré du caractère de « bulletin » de la publication ? Le caractère informatif et des textes sur la profession d'historien et sur l'enseignement de l'histoire, les deux étant étroitement liés, bien sûr.

L'HISTOIRE ET LES HISTORIENS

Le travail de l'historien commence par la recherche en archives, aussi plusieurs articles se consacrent-ils à l'accès à ces archives (par exemple dans 8, 2-3) ; déjà en éditorial (6, 1), on s'était inquiété de la « privatisation » des sources et de l'accès aux archives familiales.

Ce travail d'historien peut s'exercer en dehors de l'université (8, 2-3). C'est ainsi que Rachel Gagnon discute des rapports entre Clio et Thémis (9, 2) et du rôle des historiens dans le processus judiciaire, à partir du cas du Traité de Murray. L'auteure après s'être penchée sur « la distance qui sépare parfois la vérité historique de la réalité juridique » (9, 2, p. 114), conclut : « un fait demeure, si l'historien refuse d'investir le domaine public afin d'y faire valoir son expertise, d'autres le feront à sa place » (9, 2, p. 118).

Il n'empêche, l'histoire n'appartient pas aux historiens ; aussi Micheline Dumont s'interroge-t-elle sur les liens entre les historiens et les disciplines connexes : archivistes, muséologues, historiens de l'art, gestionnaires du patrimoine, notamment (6, 2). Bruno Laporte se penche pour sa part sur les

sociétés d'histoire régionale (4, 1), alors que Annie Beauchemin (14, 3) s'intéresse à l'histoire telle que véhiculée au cinéma, dans les romans, à la télévision (chaînes spécialisées ou non), aux commémorations et reconstitutions historiques, aux sociétés d'histoire et de généalogie, bref à « l'enseignement non scolaire de l'histoire ». L'histoire circule en effet de diverses façons dans la sphère publique, d'où des articles sur les « utilisations politiques de l'histoire sur Internet » de Chantal Quesney (8, 1) ou de Christian Labrèche sur « l'utilisation politique de la mémoire des Patriotes [...] depuis la Révolution tranquille » (10, 2).

En résumé, le *Bulletin* analyse régulièrement « le rôle de l'historien dans l'actualisation de [l']histoire » (Jean-Marie Fecteau, 7, 1, p.26).

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

L'enseignement, mode privilégié d'exercice de son rôle par l'historien, tient une place importante, voire centrale, dans le *Bulletin*. Ainsi un numéro qui se penche sur le « révisionnisme » et s'intitule *Y a-t-il une nouvelle histoire?* (4, 2), plaide en éditorial « pour le rétablissement de l'enseignement de l'histoire ». L'année suivante, dans la foulée du Rapport Lacoursière, un numéro est consacré à l'enseignement de l'histoire au Québec (5, 1), et récemment (14, 3) un autre au 10^e anniversaire de ce rapport; est-ce un hasard s'il compte 346 pages (le record pour un numéro simple)? Nulle surprise à ce que l'éditorial du numéro d'automne 2006 (15, 1) revienne sur la polémique de l'été précédent à propos du programme d'enseignement de l'histoire au secondaire.

Cet intérêt pour l'enseignement de l'histoire se manifeste aussi dans diverses analyses de manuels scolaires, par exemple celle de Allan Geer sur leur traitement des Rébellions (7, 1) ou de Béatrice Richard sur celui de la Deuxième Guerre mondiale (6, 1), et dans des débats, comme celui autour du livre de J. L. Granastein (7, 3).

LES DÉBATS

Les débats sont nombreux dans le *Bulletin*; ils ne s'encombrent pas de rectitude politique, et se transforment parfois en polémiques. Plusieurs prennent prétexte d'une relecture de l'histoire du Québec en général (8, 1 ou 14, 2) ou encore d'un de ses épisodes : les Orphelins de Duplessis (8, 1) ou l'interprétation de la Révolution tranquille de Gilles Paquet (8,2-3). Un thème qui donne lieu à des débats récurrents, depuis (6, 1) jusqu'à (10, 3) :

l'intégration scolaire des Juifs francophones. Les collaborateurs du *Bulletin* débattent bien sûr autour du livre de Rudin (4, 2) et du révisionnisme.

Le *Bulletin* ouvre aussi ses pages à des débats d'actualité, sur le 11 septembre par exemple (10, 3). Le mouvement étudiant et les manifestations de 1996 (6, 2) soulèvent aussi des interprétations contradictoires ; déjà semble-t-il ce mouvement avait de la difficulté à percevoir ses gains, ce que d'aucuns lui ont reproché aussi en 2005.

Cela dit, le *Bulletin* ne s'intéresse pas qu'aux débats québécois ; ainsi peut-on y lire un article sur la « querelle des historiens » en Europe, querelle qui a opposé Habermas et Sturmer, et à laquelle ont aussi participé Jean-Marc Ferry et Alain Finkelkraut (13, 2), ou un autre « Autour de la Révolution française, le débat entre Albert Soboul et François Furet » (8, 1).

Tous ces débats illustrent qu'il n'est pas facile de discuter « des idées et non des hommes », pour reprendre la maxime du XIX^e siècle, car les échanges sont vigoureux et ne s'encombrent pas de gants blancs ; par exemple, la réplique de Gérard Bouchard à Serge Cantin (9, 2) ou le débat entre Yolande Cohen et Micheline Dumont (7, 2 et 6, 3). Ainsi Yves Gingras pourfend les traductions fautives ou tronquées du français à l'anglais sur lesquelles s'appuie Rudin (8, 2-3) ; le même numéro comprend toutefois un débat plus policé autour du livre de Gilles Paquet *Oublier la Révolution tranquille*, à laquelle participe l'auteur.

L'HISTORIEN PROFESSIONNEL

Le site de la revue prolonge ces préoccupations autour du travail de l'historien et contient un « supplément bibliographique » sur l'histoire des idées et de la culture au Québec, préparé par Yvan Lamonde.

On annonce aussi dans le *Bulletin* les activités de l'Association d'histoire politique jusqu'au volume 7 ; désormais, on se contente de publier le formulaire d'adhésion à cette association. Le *Bulletin* publie des listes de parutions récentes, et offre un bon panorama du champ de l'histoire politique. On va même jusqu'à appeler en ses pages à la formation de nouveaux groupes de recherche. Ainsi, à la suite du mini dossier « Le Québec et les années 1960 : influences extérieures et héritages » (15, 1), un appel est lancé à la formation d'un groupe inter universitaire de recherche sur ce thème.

Au fil des ans, le nombre de pages de chaque livraison va en s'accroissant. Est-ce lié au passage du flambeau à une nouvelle génération d'historiens, celle des titulaires de chaires qui organisent force colloques ?

Le *Bulletin* ne consacre toutefois pas ses pages qu'au travail de l'historien. Mais à quoi justement les consacre-t-il à part les débats, les bibliographies,

annonces et autres recensions qui intéressent les chercheurs ? Quelle histoire met-il de l'avant ?

L'HISTOIRE SELON LE *Bulletin d'histoire politique*

L'histoire dont traite le *Bulletin* est large : on flirte le plus souvent avec d'autres disciplines, et l'histoire est souvent récente, pour ne pas dire *immédiate*. Le *Bulletin* publie des textes à caractère empirique, comme les historiens y sont accoutumés, mais aussi des textes plus théoriques ou polémiques.

Si l'histoire politique est ce qui définit en principe le *Bulletin*, l'approche est si large, que l'histoire s'estompe parfois derrière la culture, dans une perspective qui renvoie aux *cultural studies* plus qu'aux *Annales*. Ainsi le numéro *La mémoire d'octobre* est sous-titré *Art et culture*. Cinéma, théâtre, humour sont régulièrement abordés ; il y a eu des articles sur sport, par exemple sur le « hockey comme élément identitaire au Québec » (Jean-Pierre Augustin et Christian Poirier, 9, 1).

Quand le recul historique diminue, la dimension politique s'accroît. Ainsi le numéro (4, 3) du printemps 1996 trace un bilan du référendum de 1995 et un autre (5, 2) a pour thème *Les anglophones du Québec à l'heure du plan B*. Le 10^e anniversaire de ce référendum est souligné dans un dossier du numéro (14, 1).

« L'actualité » à laquelle s'intéresse le *Bulletin*, cela dit, ne concerne pas que la question nationale, et on discute par exemple de la Marche des femmes (4, 1). Un éditorial à propos d'Option citoyenne (13, 1) s'intitule « Quand le social occulte la question nationale pour cause de bien commun recherché ou... les hésitations de madame Françoise David concernant la question nationale du Québec ». L'éditorial du numéro (9, 2) porte pour sa part sur l'« Affaire Michaud ». La « présence et pertinence de Fernand Dumont » à laquelle on s'intéresse (9, 1) est cela dit celle de son travail d'historien et si Geneviève Mathieu scrute le « modèle dumontien » (9, 3), ce n'est pas l'intellectuel Fernand Dumont qui retient son attention, mais sa conception de la « nation » et de la « nation culturelle ».

D'autres dossiers prennent un recul plus important sur les événements et les débats actuels, comme *Question sociale, problème politique. Le cas du Québec de 1836 à 1939* ou le numéro sur *Les Patriotes*. Par ailleurs discuter d'événements ou de phénomènes plus anciens n'exclut pas le caractère polémique des textes, ou à tout le moins décapant pour une non historienne, comme le numéro (6, 3) sur Durham, les Rébellions et leur rôle dans l'accès au gouvernement responsable.

LA MÉMOIRE

La revue s'intéresse non seulement à l'histoire, mais aux usages politiques de celle-ci, et plus largement à la mémoire. Cette préoccupation apparaît dans des dossiers, comme « Mémoire et histoire » (5, 3), et dans plusieurs débats, en filigrane ou explicitement. Par exemple, dans un dossier sur les Orphelins de Duplessis, les auteurs devaient répondre à la question suivante : « Quel est le rôle de la mémoire, ici, et la place des historiens et des scientifiques dans sa transmission et/ou sa renaissance ? » (8, 1).

L'expression artistique est analysée à titre de véhicule privilégié de la mémoire. En ce sens, la proposition suivante de Lucille Beaudry, à propos des Événements d'octobre représente bien l'approche du *Bulletin* :

Si ces diverses expressions artistiques (théâtre, fiction, littérature, poésie, cinéma, chanson) relèvent de l'évocation [...], elles n'en transmettent pas moins sur le mode sensible l'atmosphère et le vécu de ce contexte politique inédit et exceptionnel de notre histoire politique. Et de ce point de vue, elles constituent des fragments importants de la mémoire collective (11,1, p. 13).

Cet intérêt pour la mémoire est aussi à l'origine d'articles comme celui de Jacques Rouillard, scrutant l'origine de la devise du Québec « Je me souviens » (13, 2).

Mais la mémoire n'est pas un long fleuve tranquille et nulle rectitude politique ne prévaut lors de son analyse, même sur des sujets délicats comme dans le texte de Julien Massicotte (15, 1) sur la mémoire de la déportation acadienne et la stratégie victimaire ou celui de Guillaume Teasdale (14, 3) sur l'interdiction de la danse du soleil.

FAIRE L'HISTOIRE

Le *Bulletin*, à quelques reprises, a aussi fait l'histoire en publiant des textes qui prennent après coup une autre couleur. Par exemple, les années ont donné un sens beaucoup plus politique à une entrevue avec Jean-Daniel Lafond (6, 1). Autre texte que rétrospectivement on ne lit plus de la même façon : celui de Michael Crelinsten et Jack Jewab, « La campagne référendaire et le vote ethnique », (1, 2-3). Cet article, publié en 1993, discute bien sûr du référendum sur les accords de Charlottetown... On relit avec le sentiment du temps qui passe l'affirmation suivante de Pierre Trépanier : « ces dernières années, on a si peu écrit sur Groulx historien. » (7,1, p. 110)

Le *Bulletin* publie aussi des documents inédits, comme la transcription d'une table-ronde de 1970 à propos des rébellions de 1837, réunissant Gilles

Bourque, Alfred Dubuc, André Lefebvre, Fernand Ouellet, Maurice Séguin, Jean-Pierre Wallot et Jean-Paul Bernard (8, 2-3). Le numéro (6, 3) contient pour sa part un texte de Charles-Marie Boissonneault, publié en 1949 dans la *Revue de l'Université Laval* pour souligner le 100^e anniversaire du gouvernement responsable. . . repris ici à l'occasion bien sûr de son 150^e anniversaire.

LA, LE OU LES POLITIQUES

Le sens politique, s'il en est, n'est plus nécessairement consigné dans un manifeste rivé à une idéologie politique. (Éditorial, 9, 3, p. 9)

Dans l'éditorial du numéro (1, 2-3), Robert Comeau propose une bonne définition du projet de la revue : elle vise « la, le ou les politiques comportant une dimension historique » (1, 2-3, p. 1). « À cette époque où les chercheurs universitaires multiplient les communications savantes, il reste souvent fort peu de lieux pour des échanges chaleureux à partir de nos préoccupations communes. » (1,2-3, p. 1)

En fait, dans certains numéros, le rattachement au politique est plus lointain comme dans celui intitulé « Corps et politique » (10, 2). Si l'éditorial affirme « enjeux de pouvoir et de savoir, le corps humain est au cœur du politique », le dossier en est un d'anthropologie.

Plusieurs numéros se rattachent au politique dans un sens très large. Le numéro intitulé « Science et pouvoir », sous la direction de Robert Gagnon, veut « éclairer les mécanismes par lesquels les scientifiques se sont installés au cœur de la politique pour ne plus la quitter (7, 3, p. 19). De même le numéro (8, 1) sur les USA porte beaucoup sur le cinéma car « l'image est toujours au cœur du politique » (8, 1, p. 11). Si le dossier « sexualité et politique » (15, 1) s'ouvre sans surprise sur une citation de Foucault, si un article sur le sport et la politique (14, 3) porte sur les rapports à l'État, et les liens entre le sport et le « sentiment collectif canadien » (c'est-à-dire cohésion, identité, nationalisme), et ne surprendront pas le lecteur, d'autres thèmes pourront le faire. Par exemple, le numéro sur l'humour (13, 2) présente celui-ci comme « acte de résistance ».

Enfin, plus rares, certains numéros ne s'intéressent qu'à la politique au détriment de l'histoire, comme celui sur « les nouvelles relations internationales » (10, 1) qui porte en fait sur « la mondialisation et les mouvements nationalistes subnationaux en relations internationales (10, 1, p. 7).

DE L'HISTOIRE POLITIQUE

L'histoire politique est définie explicitement dans un éditorial signé par Jean-Marie Fecteau ; la « vision élargie du politique en histoire » comprenant la production du pouvoir politique, le fonctionnement de ce pouvoir et les politiques adoptées ainsi que la dynamique globale des « rapports État/citoyen en matière de reproduction sociale » (7, 1, p. 7).

Et de cette histoire politique, en traite-t-on dans le *Bulletin*? Parfois. Par exemple, les deux textes de Martial Dassylva sur l'Église catholique et la révolution tranquille (10, 2 et 10, 3), ou ceux de Philippe Poulin sur les relations France-Québec (10, 2) ; ce dernier a d'ailleurs traité d'un épisode méconnu (c'est le moins qu'on puisse dire) de notre histoire politique : la tentative d'adhésion du Parti québécois à l'Internationale socialiste (6, 2).

Sur la politique aussi, et son histoire récente, mentionnons le dossier sur le marxisme-léninisme au Québec (13, 1), et les articles sur le Groupe socialiste des travailleurs (ou GST) ou le maoïsme (14, 1). Le dossier est présenté comme « une amorce de réflexion sur cet épisode récent de la gauche québécoise. Notre but est d'aller au-delà du tabou historique » (13, 1, p. 12).

Aucun doute par ailleurs sur le rattachement à l'histoire politique de l'histoire militaire, dont traite régulièrement Y. Tremblay et dans un numéro thématique comme *La participation des Canadiens français à la I^{re} guerre* (3, 3-4). Dans la présentation du numéro sur « l'histoire militaire dans tous ses états », on explique ainsi l'intérêt pour un tel thème :

[...] faire la preuve qu'il est possible de s'intéresser à ce genre d'histoire sans aborder l'histoire régimentaire ni celle de la crise de la Conscription au Canada. Qu'il est possible d'en faire une histoire passionnante et vivante sans qu'il faille pour autant y mêler la « technologie hypersophistiquée » si chère à certains cinéastes. Et que, surtout, on peut être historien militaire sans être militariste. (A. Laprise et R. Comeau, 8, 2-3, p. 10)

L'ORIGINALITÉ DU *Bulletin d'histoire politique*

Le fin mot [...] de l'histoire et ce qui distingue le *Bulletin d'histoire politique* d'autres publications en histoire ou en sciences sociales apparaît en filigrane dès les premiers numéros, mais n'est jamais posé explicitement comme caractère distinctif.

LE *Bulletin* VERSUS D'AUTRES REVUES D'HISTOIRE OU DE POLITIQUE

La question nationale est centrale dans le *Bulletin*, tout comme son traitement par les historiens.

Face au nationalisme québécois, nous croyons qu'il y a place pour une attitude soucieuse d'équilibre. Le dénigrement systématique est à nos yeux aussi suspect que l'appropriation inconditionnelle. (Éditorial, 5, 1, p. 8.)

Jean-Marie Fecteau propose un *Manifeste* dans le tout premier numéro du *Bulletin* : « Rien n'échappe au questionnement du politique » et l'histoire du politique n'est pas celle des « grands » mais de la « masse », et passe aussi bien par une approche quantitative que qualitative. Malgré tout, comme je le mentionnais plus haut, la dimension politique des articles n'est pas toujours évidente.

S'il est clair qu'une revue naît en réaction à une situation du champ intellectuel, qu'est-ce qui préside à la naissance du *Bulletin* et le démarque des revues existantes en 1992 ?

À l'origine, le *Bulletin d'histoire politique* se voulait une revue de vulgarisation scientifique située entre la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et *Cap-aux-diamants*. Après une décennie, nous pensons avoir atteint notre objectif. À vous d'en juger. (Éditorial, 11, 1, p. 8.)

La *Revue d'histoire de l'Amérique française* a occupé tout le champ de l'histoire scientifique et professionnelle au Québec jusqu'au début des années 1990 ; son projet initial était d'ailleurs de publier des travaux d'histoire scientifique par opposition à une histoire plus près de la littérature ou de la politique que des sources. « Nous voulons, par là, rétablir dans les esprits la vraie notion de l'histoire, en faire connaître les lois et l'austère discipline », lit-on dans le premier numéro de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, en 1947. *Cap-aux-diamants*, pour sa part, existe depuis 1985 ; ce n'est ni la première ni la seule revue de vulgarisation en histoire au Québec, mais certainement la plus visible actuellement.

Quelle est donc cette voie médiane que veut emprunter le *Bulletin* ? Pour mieux le comprendre arrêtons-nous un moment sur d'autres revues d'histoire qui apparaissent au Québec dans les années 1990 ou 2000. *Mens* se consacre à l'histoire intellectuelle :

Nous proposons ici au lecteur le fruit du travail d'un groupe de jeunes historiens qui ont fait de l'histoire intellectuelle leur champ d'étude de prédilection. [...] bien que *Mens* soit une revue d'histoire, nous la voulons ouverte aux apports des disciplines des lettres et des sciences de l'homme que sont la philosophie, la sociologie, les études littéraires, etc. (*Mens*, 2000)

De 1994 à 1999, sont publiés par le Centre Lionel-Groulx les *Cahiers d'histoire du Québec au xx^e siècle*. Dans le premier numéro, on peut lire :

Ils s'adressent autant à l'homme et à la femme cultivés qui aiment l'histoire qu'au spécialiste en quête de documents et de témoignages inédits ou de coup d'œil rapides sur les réalisations d'autres disciplines que la sienne. (*Les Cahiers d'histoire du Québec au xx^e siècle*, 1994)

À cet égard, soulignons que dans le premier numéro, ce n'est pas seulement par rapport aux publications à caractère historique que se positionne le *Bulletin* ; Marcel Bellavance le situe en regard de quatre bilans parus dans la revue pluridisciplinaire *Recherches sociographiques* (en 1961 sur la recherche en histoire politique, en 1962 sur la situation de la recherche, en 1976 sur les études électorales et en 1985 sur l'historiographie et l'histoire sociale).

L'ouverture interdisciplinaire que pratique le *Bulletin* est aussi appelée dans le premier numéro des *Cahiers d'histoire du Québec au xx^e siècle* tout comme dans *Mens*, mais dans ces deux cas, reste plus centrée sur l'histoire. L'interdisciplinarité est dans l'air du temps.

Le *Bulletin* se démarque par ailleurs des deux publications susmentionnées à cause de son caractère politique et des débats qu'on y lit sur des sujets très divers. En ce sens, c'est aussi à *Argument* qu'il faut le comparer, revue fondée en 1998 et qui se définit comme forum de discussion.

Il y a par ailleurs un mélange des générations parmi les collaborateurs du *Bulletin* (étudiants, jeunes chercheurs et chercheurs seniors), ce qui le démarque d'autres revues qui se définissent d'abord par la génération (c'est le cas de *Mens* notamment ou des *Cahiers du 27 juin*, qui ont vu le jour en 2003, ainsi que de *Argument*).

Un article sur l'Institut d'histoire de l'Amérique française (6, 2) aide à mieux cerner l'originalité du *Bulletin*. Ce texte, signé par Micheline Dumont, ancienne présidente de cet institut, dresse un bilan des activités de l'institut, et en particulier de sa revue. La *RHAF* y est définie presque *a contrario* du *Bulletin* : par son caractère scientifique, l'absence de débats sur la fonction sociale de l'histoire et sa coupure d'avec les intérêts des étudiants, particulièrement ceux de premier cycle. Selon Dumont, la *RHAF* « œuvre [...] à la périphérie des débats sociaux qui traversent actuellement notre collectivité » (6, 2, p. 109). Quoi qu'il en soit de la *RHAF*, le moins qu'on puisse dire est que *Bulletin* quant à lui, prend systématiquement part aux débats sur l'histoire, la nation ou la profession d'historien.

Contrairement aux revues universitaires, ainsi qu'à de nombreuses autres revues culturelles ou d'idées, le *Bulletin* ne reçoit pas de subventions gouvernementales, mais depuis 2003, il est associé à la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec. Indépendant des organismes subventionnaires, le *Bulletin*

a développé une synergie avec cette Chaire et le Centre d'histoire des régulations sociales, dont il a publié des actes de colloques, sans en constituer pour autant le bulletin.

L'ENGAGEMENT INTELLECTUEL

Au sein du *Bulletin*, ce qui réunit le politique et l'histoire dans une « histoire politique », c'est l'engagement, qui se manifeste dans son « côté revue » mais aussi dans son « caractère de bulletin » en prise avec l'actualité. Et comment s'engage l'historien ? Non seulement en participant à des débats, celui sur les Orphelins de Duplessis, par exemple, dont le *Bulletin* dit avoir été au cœur (8, 2-3, p. 7), mais aussi à travers son enseignement et surtout à travers sa réflexion sur l'enseignement de l'histoire. Qu'elle le veuille ou non, l'« histoire est dans la bataille » (T. Nootens, 7, 3, p. 98).

« Il serait temps que les historiens cessent de se cantonner dans les revues savantes et qu'ils s'engagent dans des débats publics », peut-on lire dans un éditorial intitulé « Où sont donc les historiens québécois ? » (2, 4). Le premier numéro publié en format « revue » est celui sur les intellectuels et la politique (3, 1) et rend compte de ces préoccupations, tout comme l'entrevue avec Jean-Paul Sartre (5, 3).

L'engagement sous toutes ses formes intéresse la revue, ce dont témoignent les nombreux articles sur des intellectuels engagés, d'hier ou d'avant-hier, d'ici ou d'ailleurs, notamment sur Pierre Vallières (6, 1 ainsi que 7, 2 et 7, 3 et 8, 2-3), Raymond Boyer (7, 3), Gustave Francq (9, 3), Pierre Bourdieu (10, 3), Bertolt Brecht (10, 2), Stanley Bréhaut Ryerson (13, 1), ou Maurice Séguin (14, 1). Dans le même sens, la revue a publié un dossier sur les marxistes-léninistes (13, 1) et plusieurs articles sur ceux-ci, dès le numéro (6, 1).

Ainsi peut aussi s'interpréter la série d'articles de André Bourassa sur l'histoire du théâtre québécois (13, 1 et 13, 2 ainsi que 15, 1). Et celui de David Milot sur le théâtre Euh ! dont le titre résume bien le contenu : « Le théâtre communiste québécois ou l'écrasement de l'art par la politique. » Plus généralement, le *Bulletin* a publié plusieurs articles sur les arts en général, du cinéma, au théâtre à l'humour ou la poésie. . . Si l'art contribue à former la mémoire collective, comme je le mentionnais plus haut, le *Bulletin* ne s'arrête pas sur toutes les œuvres ou tous les artistes, et le choix renvoie à l'engagement des artistes.

[. .] la caricature politique, dessin humoristique et satirique [. . . a été]
de tout temps une arme d'insubordination politique (9, 3, p. 8).

En suscitant des questions au lieu d'imposer des messages, l'art se pose en rupture politique avec le discours politique tout fait auquel nous avait habitués la notion et la pratique d'art engagé. (9, 3, p. 11)

Plusieurs numéros font ainsi écho à l'engagement intellectuel des historiens (à travers leur enseignement), leur lecture de l'actualité (le référendum de 1995) ou les thèmes qu'ils abordent (le retour sur la période marxiste-léniniste ; art et politique ; humour et politique).

Bien sûr, d'autres lectures du *Bulletin d'histoire politique* sont possibles. En systématisant la mienne, j'ai compris pourquoi j'y reviens toujours : c'est un véhicule de l'engagement intellectuel.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. La photo de couverture d'un Tremblay en fin de carrière induit en erreur. En fait, à tous les postes qu'il occupera durant la guerre, il sera toujours l'un des plus jeunes. Le médaillon de la page 136 donne une meilleure idée du personnage.
2. Selon, Niall Ferguson (*The Pity of War : Explaining World War I*, New York, Basic Books, 1999, p. 352), un bataillon passe 40 % du temps aux tranchées, les individus le formant encore moins (30 % peut-être, dont au moins la moitié de ce 30 % en seconde ligne) à cause des convalescences, des cours, des permissions, des affectations à l'arrière, etc. Le journal de Tremblay documente très bien ces temps « morts ». Et être en première ligne ne veut pas dire combattre nécessairement. Ça dépend des secteurs.
3. *Le 22^e bataillon (canadien-français) 1914-1919 : étude socio-militaire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1986, chap. VIII.
4. Gallieni s'orthographie sans « é ». L'épisode des taxis de la Marne, monté en épingle, illustre l'un des problèmes de cette édition. Gallieni était contre l'utilisation des taxis de Paris, mobilisés pour convoyer d'urgence des troupes durant la bataille de la Marne, « une idée de civils » à son avis. La grande majorité des troupes a plutôt été transportée par trains ou par camions. Après la mort de Gallieni, ses partisans vont réécrire l'histoire de la bataille dans leur lutte contre l'histoire produite par les partisans de Joffre, y compris l'épisode des taxis. De sorte que sans le savoir madame Cinq-Mars prend parti dans une querelle autour de la mémoire de deux maréchaux français qui n'a aucun rapport avec le journal de Tremblay.
5. Le journal est écrit en français, mais Tremblay emploie généralement l'anglais pour les termes techniques. Un effort considérable a été fait pour trouver des équivalents français. Je signale ici les problèmes moins pour stigmatiser les éditeurs, d'autres ont fait pire, que pour signaler l'indigence linguistique québécoise en matière de terminologie militaire.
6. Pourtant, Tremblay emploie lui-même ambulance en ce sens à la p. 68.

7. Certaines annotations laisse songeur, comme celle-ci (p. 47) : « Canayens » : « Canadianisme utilisé au Canada pour désigner les Canadiens français ». Ou encore l'explication superflue de « *no man's land* ».